

**Article d'Alain Lamassoure, ancien ministre, député européen,
paru dans le Figaro du 6 juin 2007**

Monsieur Poutine, vous êtes en retard d'une paix

De quoi s'agit-il ? Les Iraniens pourraient être en mesure, d'ici quelques années, de disposer de quelques missiles à longue portée capables de transporter une charge nucléaire. Pour parer à une menace de ce type, les Américains veulent installer en Pologne une dizaine de missiles conventionnels tueurs de missiles, qui seraient guidés par un radar construit en République tchèque. Apparemment justifiable, ce projet apparaît curieusement comme un révélateur des incohérences de chacun des partenaires concernés.

Incohérence bruyante à Moscou. À la différence de l'URSS d'autrefois, la Russie n'a plus d'ennemis. Personne ne la menace et elle ne menace personne. Elle conserve pourtant plusieurs milliers d'armes nucléaires qui, officiellement, ne sont dirigées sur aucune cible étrangère. Les Occidentaux l'ont fait entrer au G8, qui regroupe les plus grandes puissances, bien que son PIB ne soit que le 11^e mondial. Elle participe avec l'OTAN au Partenariat pour la paix. Comment le président russe peut-il espérer accroître sa crédibilité internationale en voyant dans ce bouclier anti-iranien une menace nucléaire contre la Russie, et en annonçant qu'il braquerait en conséquence des missiles nucléaires contre... l'Europe de l'Ouest ? Comment ne voit-il pas que, dans les vingt ans qui viennent, la Russie elle-même a tout à redouter des extrémistes musulmans qu'elle ménage en Iran et en Syrie, alors que l'Union européenne lui garantit désormais la paix perpétuelle à l'Ouest ? Pour être charitable, disons que Vladimir Poutine est en retard d'une paix.

Incohérence surprenante à Washington. Depuis la fin de l'URSS, les États-Unis n'ont plus de politique russe. Engagés dans une guerre contre le terrorisme islamiste et contre les projets nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord, ils ne peuvent pas se permettre d'être en conflit avec l'allié naturel que devrait être désormais la Russie. Comment ne pas comprendre que l'extension de l'Otan jusqu'aux frontières russes, l'aménagement de bases américaines dans les Républiques d'Asie centrale et l'installation de tels systèmes d'armes en Europe centrale sont ressentis comme autant d'agressions par l'hyper-susceptibilité de Moscou ?

Incohérence aussi à Prague et à Varsovie. Depuis 2002, les deux pays ont choisi de bénéficier de la solidarité budgétaire, commerciale, monétaire et, au-delà, politique de leurs voisins de l'Union européenne. Quels avantages espèrent-ils retirer en négociant seuls avec les États-Unis, ce qui suscite un nouveau sujet de contentieux avec la Russie, vis-à-vis de laquelle ils auront besoin de l'appui sans faille de leurs voisins européens sur des sujets autrement plus importants pour leur indépendance et leur sécurité, à commencer par l'énergie ?

Incohérence silencieuse ailleurs en Europe. Directement concernée sur son sol, l'Union européenne se tait, regardant distraitements les arguments antimissiles passer au-dessus de sa tête. Le « bouclier » projeté protégerait-il aussi l'Europe ? Si oui, nous avons notre mot à dire. Si non, aussi : car, de toute façon, il pourrait attirer la foudre d'une frappe préventive, comme le rappelle la rhétorique russe. La géographie nous

rend beaucoup plus proches que Washington des inconséquences de Moscou ou de Téhéran. À quoi sert l'Union européenne si nous ne parlons pas ensemble de ces problèmes vitaux pour notre sécurité ? À quoi sert l'Alliance atlantique si les Américains ne recueillent pas publiquement l'avis de tous ses membres avant de prendre une décision d'une telle portée ?

Après l'escalade des incohérences, la réunion du G8 peut être une occasion utile pour que les acteurs de cette mauvaise tragi-comédie engagent la désescalade par le retour au bon sens.

Au cours de sa campagne électorale, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il entendait poser les vrais problèmes, sans tabou, sur la scène internationale, comme il l'a fait si bien en politique intérieure. Il a là un cas d'école pour inviter nos grands partenaires mondiaux à réfléchir sur les conditions de la paix au XXI^e siècle, et sur le rôle que devraient jouer l'Union européenne, l'Otan et les puissances nucléaires responsables, pour ne pas renouveler quelques-unes des erreurs les plus funestes du siècle précédent.